

[L'INVITÉ] Auguste Truphème (1), agriculteur militant, a présidé le conseil général des Hautes-Alpes pour défendre son territoire et sa profession.



« L'absence d'élus agriculteurs accélère la désertification »

« Se battre

Après-guerre, nous devons prendre en main une agriculture en totale évolution. Le défi était exaltant. A mon retour de l'armée en 1956, je me suis investi auprès des Jeunes Agriculteurs chrétiens, puis comme membre du Centre national des jeunes agriculteurs jusqu'à en être le trésorier national. Pour apporter des idées nouvelles, avoir un droit de regard sur les décisions et défendre les jeunes producteurs, il fallait être présent dans les instances : mutualité agricole, chambre d'agriculture, Safer.

> A Laragne-Montéglin (05), la polyculture était séculaire. A petite échelle, chaque ferme faisait de tout : arboriculture, céréales, maraîchage, élevages de vers à soie, ovin, bovin, porc, lavande et vignoble. Dans les années 1960, le chamboulement a été complet, les exploitations se sont spécialisées et agrandies. Nous nous sommes battus pour obtenir l'indemnité viagère de départ

pour que ceux qui transmettaient leurs terres aient une retraite valable.

> Beaucoup de budgets sont décidés au niveau du département : les crédits pour les Cuma, les aides à l'installation des jeunes agriculteurs, le financement de filets anti-grêle... En 2001, j'ai été élu conseiller général dans l'opposition (DVG). Et de 2004 à 2008, j'ai assuré la présidence de mon département. Si aucune personnalité du monde agricole n'est élue, les décisions n'avancent pas.

« Vital pour les agriculteurs

> J'ai accepté la vice-présidence au tourisme et à l'agriculture à l'Assemblée des départements de France. Cela m'a ouvert des portes et j'ai pu, en 2007, obtenir des subventions exceptionnelles, notamment pour l'irrigation, vitale pour nous.

> Les dotations départementales diminuent aujourd'hui. Or, si on ne maintient pas une agriculture importante sur nos

territoires, on va vers un effondrement de l'économie. Le dernier scrutin départemental a été très défavorable au monde rural : nous avons dans notre canton quatre conseillers généraux, il ne sont plus que deux. Même si la population est peu importante, il faut faire valoir nos droits dans les commissions pour le maintien des services publics. Les agriculteurs doivent faire connaître leurs possibilités et leurs besoins.

> Des familles d'éleveurs éloignées des écoles, commerces abandonnent les vallées isolées. Les troupeaux diminuant, l'entretien du paysage disparaît. Quand on n'a pas la même représentation dans les instances, on n'a plus la possibilité de se faire entendre. Quand le secteur agricole est moins bien représenté, cela accélère la désertification rurale. Quand une ferme disparaît, c'est la vie qui disparaît.

Propos recueillis par Alexie Valois

(1) Il publie « Que d'aventures ! Du temps passé pour l'avenir, ce qu'il me reste de souvenirs ». Editions du Buëch.